REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

DECRET N° 2021/442 DU 20 AOUT 2021

modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2011/020 du 04 février 2011 portant Statut Spécial des Fonctionnaires des Greffes.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 94/199 du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique et les textes modificatifs subséquents ;

VU le décret n° 2011/020 du 04 février 2011 portant Statut Spécial des Fonctionnaires des Greffes ;

VU le décret n° 2020/802 du 30 décembre 2020 portant harmonisation de l'âge de départ à la retraite des Fonctionnaires ;

VU le décret n° 2020/7951/PM du 30 décembre 2020 portant harmonisation de l'âge de départ à la retraite des Agents de l'Etat relevant du Code du Travail ,

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

DECRETE :

ARTICLE 1er : Le présent décret modifie et complète certaines dispositions du décret n° 2011/020 du 04 février 2011 portant Statut Spécial des Fonctionnaires des Greffes.

ARTICLE 2 : Les articles 2, 18, 27, 33, 51, 72 et 118 du décret n° 2011/020 du 04 février 2011 portant Statut Spécial des Fonctionnaires des Greffes sont modifiés et complétés ainsi qu'il suit :

ARTICLE 2 (nouveau) : Est Fonctionnaire des Greffes, au sens du présent décret, toute personne :

- titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (Division Judiciaire, Section Greffe) ou d'un diplôme d'une école étrangère spécialisée reconnu équivalent par le Cameroun.
- titularisée dans un grade de la hiérarchie du corps des Fonctionnaires des Greffes.

ARTICLE 18 (nouveau) : Les Administrateurs des Greffes sont, compte tenu des nécessités de service, recrutés :

(1) Parmi les candidats titulaires du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (Division Judiciaire, Section Greffe) ou d'un diplôme d'une école étrangère spécialisée reconnu équivalent par le Cameroun.

.../...

Scanné avec CamScanner

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(2) Parmi les Greffiers Principaux justifiant d'une ancienneté d'au moins dix (10) ans et titulaires d'une licence en droit, soit d'un diplôme reconnu équivalent, obtenu postérieurement à l'intégration dans le corps des Fonctionnaires des Greffes.

(3) Par voie de concours professionnel ouvert aux Greffiers Principaux justifiant d'au moins cinq (05) années de service effectif dans ce grade au 1er janvier de l'année du concours.

(4) Par voie d'avancement de grade au choix en fonction de l'ancienneté et d'une évaluation favorable, parmi les Greffiers Principaux âgés de 40 ans au moins et ayant atteint le dernier échelon de la deuxième classe de ce grade depuis au moins deux (02) ans.

ARTICLE 27 (nouveau) : Les Greffiers sont, compte tenu des nécessités de service, recrutés:

(1) Parmi les anciens élèves titulaires du Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (Division Judiciaire, Section Greffe) ou d'un diplôme étranger équivalent reconnu par le Cameroun.

(2) Parmi les Greffiers Adjoints titulaires du diplôme d'Etudes Universitaires Générales en droit (DEUG) ou d'un diplôme équivalent obtenu postérieurement à l'intégration dans le corps des Fonctionnaires des Greffes.

(3) Par voie de concours professionnel ouvert aux Greffiers Adjoints justifiant d'au moins cinq (05) années de service effectif dans ce grade au 1er janvier de l'année du concours.

(4) Par voie d'avancement de grade au choix en fonction de l'ancienneté et d'une évaluation favorable, parmi les Greffiers Adjoints âgés de 40 ans au moins et ayant atteint le dernier échelon de la deuxième classe de ce grade depuis au moins deux (02) ans.

ARTICLE 33 (nouveau) :

(1) Des concours spéciaux peuvent être ouverts aux Agents de l'Etat relevant du Code du Travail en service au Ministère de la Justice ou dans les juridictions, en vue de leur recrutement et intégration dans les cadres permanents du corps des Fonctionnaires des Greffes.

(2) Les Agents de l'Etat relevant du Code du Travail en service au Ministère de la Justice ou dans les juridictions, disposant d'une qualification dans un domaine spécifique utile au fonctionnement de l'administration judiciaire, peuvent présenter des concours spéciaux en vue de leur intégration et reclassement dans les cadres permanents du corps des Fonctionnaires des Greffes, en tenant compte de leur spécialité.

(3) Les candidats aux concours spéciaux visés aux alinéas 1 et 2 ci-dessus doivent remplir les mêmes conditions que celles exigées des candidats aux concours directs de même niveau, à l'exception de celle relative à l'âge.

.../...

Scanné avec CamScanner

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CAPO INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

(4) Peuvent être candidats aux concours spéciaux visés aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, les Agents de l'Etat relevant du Code du Travail en service au Ministère de la Justice ou dans les juridictions, qui réunissent à la date du concours au moins cinq (05) années de service effectif.

(5) Les Agents de l'Etat relevant du Code du Travail admis aux concours spéciaux sont astreints à un stage de mise à niveau d'une durée de neuf (09) mois, suivant les modalités ci-après :

- pour les catégories A et B, à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) Division Judiciaire, Section Greffe ;
- pour la catégorie C, dans les juridictions.

A l'issue desdits stages, les intéressés sont intégrés dans le cadre correspondant à leur niveau de formation conformément à la réglementation en vigueur.

Un arrêté conjoint du Ministre de la justice et du Ministre de la Fonction Publique détermine le contenu des programmes, la durée de la formation théorique à l'ENAM et celle du stage pratique en juridiction en ce qui concerne les catégories A et B.

Un arrêté du Ministre de la Justice détermine les conditions et les modalités du stage des Greffiers Adjoints (catégorie C).

ARTICLE 51 (nouveau) :

(1) L'Administration peut désigner un Fonctionnaire des Greffes en activité pour suivre un stage de formation, de spécialisation ou de perfectionnement, lorsque les nécessités de service l'exigent.

(2) Les candidats à tout stage de formation, de spécialisation ou de perfectionnement sont sélectionnés, soit à l'issue d'un test, soit sur proposition de leur chef hiérarchique direct, par décision du ministre chargé de la Justice.

(3) A l'issue du stage visé à l'alinéa 1er ci-dessus, le Fonctionnaire bénéficie d'une bonification d'échelon correspondant à son cadre, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 72 (nouveau) :

(1) Le fonctionnaire des Greffes qui a atteint la limite d'âge réglementaire est admis à faire valoir ses droits à la retraite.

(2) La limite d'âge d'admission à la retraite des Fonctionnaires des Greffes est fixée de la manière suivante :

- soixante (60) ans pour les fonctionnaires des cadres des Administrateurs des Greffes (catégorie A) et des Greffiers (catégorie B) ;
- cinquante-cinq (55) ans pour ceux du cadre des Greffiers-Adjoints (catégorie C).

Toutefois, en raison de la nature ou de la spécificité de certaines fonctions ou lorsque les nécessités de service l'exigent, le Président de la République peut,

Scanné avec CamScanner

sur proposition du Ministre en charge de la Justice, déroger à la limite d'âge sus évoquée.

(3) L'admission à la retraite intervient d'office, lorsqu'ayant bénéficié d'un congé de maladie de longue durée, mais n'étant pas reconnu apte à reprendre le service à l'issue de cette période, le Fonctionnaire des Greffes remplit les conditions prévues par le régime des pensions pour y prétendre.

(4)Lorsque la maladie à l'origine de la mise à la retraite visée à l'alinéa 3 du présent article est imputable au service, le fonctionnaire a droit, cumulativement avec la pension de retraite, à une indemnité égale au traitement du dernier mois d'activité multipliée par le nombre d'années de service restant à courir, à compter de la fin de la dernière période de congé maladie ou de congé de maladie de longue durée jusqu'à l'âge réglementaire d'admission à la retraite.

(5) L'admission à la retraite peut intervenir par anticipation dans les conditions fixées par le régime des pensions civiles.

(6) L'admission à la retraite est prononcée par arrêté du Ministre chargé de la Justice. Ledit arrêté liquide les droits à pension du Greffier retraité.

ARTICLE 118-1 (nouveau) :

(1) Les Services accomplis par les personnels relevant du Code du Travail en qualité de Contractuels d'Administration au d'Agents de l'Etat, visés aux articles 33 nouveau ci-dessus et 117 (décret n° 2011/020 du 04 février 2011 portant Statut Spécial des Fonctionnaires des Greffes), intégrés dans le cadre des Fonctionnaires des Greffes, sont validés d'office et pris en compte dans la liquidation de leurs droits à pension.

(2) Toutefois, en application des dispositions du décret n° 92/220/PM du 08 mai 1992 fixant les modalités de transfert à l'Etat de la Gestion du régime d'Assurance Pension de Vieillesse, d'invalidité et de décès des Agents de l'Etat relevant du Code du Travail, pour bénéficier de leur pension en qualité de Fonctionnaire, les intéressés doivent s'acquitter du complément des cotisations pour pension dues, correspondant à leur nouveau statut.

ARTICLE 3 : Le présent décret sera enregistré, puis publié au Journal Officiel en français et en anglais.-

YAOUNDE, le 20 AOUT 2021

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

PAUL BIYA

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

Scanné avec CamScanner

REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE – WORK – FATHERLAND

DECREE N° 2021/442 OF 20 AOUT 2021

to amend and supplement certain provisions of decree n° 2011/020 of 4th February 2011 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Court Registrars .-

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

MINDFUL OF the Constitution;

MINDFUL OF Law n° 94/199 of 7th October1994 to lay down General Rules and Regulations of the Public Services and subsequent amendments thereto;

MINDFUL OF decree n° 2011/020 of 4th February 2011 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Court Registrars;

MINDFUL OF decree n° 2020/802 of 30th December 2020 to harmonize the Retirement age of Civil Servants;

MINDFUL OF decree n° 2020/7951/PM of 30th December 2020 to harmonize the Retirement age of State Employees governed by the Labour Code;

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

HEREBY DECREES AS FOLLOWS:

ARTICLE 1: This decree shall amend and supplement certain provisions of decree n° 2011/020 of 4th February 2011 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Court Registrars.

ARTICLE 2: Articles 2, 18, 27, 33, 51, 72 and 118 of decree n° 2011/020 of 4th February 2011 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Court Registrars are hereby amended and supplemented as follows:

ARTICLE 2 (new): For the purposes of this decree, a Court Registrar shall be any person who:

- holds the diploma of National School Administration and Magistracy (Judicial Division, Court Registry Section) or a diploma awarded by a specialised foreign School and recognised as equivalent by Cameroon.
- is confirmed in a grade of the hierarchy of the Corps of Court Registrars.

ARTICLE 18 (new): Court Registry Administrators shall, having regard to the needs of the service, be recruited:

(1) from among candidates holders of the diploma of National School Administration and Magistracy (Judicial Division, Court Registry Section) or a diploma awarded by a specialised foreign School and recognised as equivalent by Cameroon;

Scanné avec CamScanner

(2) from among Senior Court Registrars with a seniority of at least ten (10) years and holders of a Bachelors Degree in Law or an equivalent qualification obtained after their absorption into the Corps of Court Registrars ;

(3) by professional competitive examination open to Senior Court Registrars who have completed not less than five (5) years of effective service in that grade on 1st January of the year of the competitive examination ;

(4) by way of advancement in grade by selection, based on seniority and positive grading among Senior Court Registrars who are at least 40 years and who have been in the last incremental position of the second class of the grade for at least two (2) years.

ARTICLE 27 (new): Court Registrars shall, having regard to the needs of the service, be recruited :

(1) from among former students holders of the « Brevet » issued by the National School Administration and Magistracy (Judicial Division, Court Registry Section) or foreign diploma recognised as equivalent by Cameroon;

(2) from among Assistant Court Registrars holders of the Second Year University Studies Diploma in Law (DEUG) or equivalent certificate obtained after their absorption into the Corps of Court Registrars ;

(3) by professional competitive examination open to Assistant Court Registrars who have completed not less than five (5) years of effective service in that grade on 1st January of the year of the competitive examination ;

(4) by way of advancement in grade by selection, based on seniority and positive grading among Assistant Court Registrars who are at least 40 years and who have been in the last incremental position of the second class of the grade for at least two (2) years.

ARTICLE 33 (new):

(1) Special competitive examination may be open to State Employees governed by the Labour Code who are working in the Ministry of Justice or in Courts, in view of permanently recruiting and absorbing them into the Corps of Court Registrars.

(2) State Employees governed by the Labour Code who are working in the Ministry of Justice or in Courts and who have a qualification in a specific field useful to the functioning of the Judicial administration can sit for special competitive examinations in view of permanetly recruiting and absorbing them into the Corps of Court Registrars, taking into consideration their area of specialisation.

(3) With exception to age, candidates sitting for the special competitive examinations provided for in paragraph 1 and 2 above shall fulfill the same requirements as those sitting for direct competitive examinations of the same level.

.../...

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

Scanné avec CamScanner

(4) Candidates eligible for the Special competitive examinations referred to in paragraph 1 and 2 above shall include State Employees under the Labour Code who are working in the Ministry of Justice or in Courts and who, at the date of examinations, have completed at least five (5) years of effective service.

(5) State Employees under the Labour Code who shall succeed in the special competitive examinations shall undergo a nine (9) months refresher course as follows :

- at the National School Administration and Magistracy (ENAM), Judicial Division, Court Registry Section for category A and B;
- in courts for category C.

At the end of the said refresher course, the persons concerned shall be absorbed into the cadre corresponding to their level of education, in accordance with the regulation in force.

A joint Order of the Minister of Justice and the Minister of Public Service shall fix the content of programmes, the duration of the theorical training at ENAM and that of the praticum in Courts, for catégories A and B.

An Order of the Ministry in charge of Justice shall fix the conditions and modalities of the internship of Assistant Court Registrars (Category C).

ARTICLE 51 (new):

(1) When the needs of the service so require, Officials may designate a Court Registrar in active service to attend a training course, a specialisation or refresher course.

(2) The Court Registrar shall be selected, upon proposal from his direct hierarchical superior, by Decision of the Minister in charge of Justice.

(3) At the end of the training course referred to in paragraph (1) above, the Court Registrar shall be entitled to a bonus according to the regulation in force.

ARTICLE 72 (new):

(1) A Court Registrar who has reached the prescribed age-limit shall be placed on retirement.

(2) The age-limit for retirement of Court Registrars shall be as follows :

- sixty (60) years for the Court Registry Administrators (Category A) and Court Registrars (Category B) ;
- fifty-five (55) years for the Assistant Court Registrars (Category C).

However, owing to the nature and specificity of certain duties or when the needs of service so require, the President of the Republic may, upon proposal of the Minister in charge of Justice, waive the above-mentioned age-limits.

.../...

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

Scanné avec CamScanner

(3) Retirement shall be as of right where a Court Registrar who has benefited from sick leave or an extended sick leave is considered unable to resume duty on the expiry of such period, if the Court Registrar concerned fulfils all the conditions prescribed by the pension scheme enabling he/she to be placed on retirement.

(4) Where the sickness that has led to placement on retirement as specified under paragraph (3) above is imputable to the service, the Court Registrar concerned shall be entitled to retirement pension and an allowance equivalent to the salary of the last month of service multiplied by the total number of years of service remaining with effect from the end of the last period of sick leave or extended sick leave up to the legal retirement age.

(5) Early retirement may occur under the conditions laid down by the Civil Pension Scheme.

(6) Retirement shall be decided by Order of the Minister in charge of Justice. The said Order shall fix the pension to be paid to the retired Court Registrar.

ARTICLE 72 (new):

(1) Services carried out by personnel governed by the Labour Code as Government Contract Employees or State Employees referred to in Article 33 new above and 117 (decree n° 2011/020 of 4th February 2011 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Court Registrars), who have been absorbed into the Corps of Court Registrars, shall be automatically validated and taken into account when paying their pension.

(2) However, in compliance with the provisions of decree n° 92/220/PM of 8th May 1992 to lay down the conditions for the transfer to the State of the management of the insurance scheme for the provision of old-age, invalidity and survivors' pensions of State Employees governed by the Labour Code, to be entitled to their pension as Civil Servants, the persons concerned shall pay contributions for due retirement corresponding to their new status.

ARTICLE 3 : This decree shall be registered and published in the Official Gazette in English and French.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DU FICHIER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE
LEGISLATIVE AND STATUTORY AFFAIRS CARD INDEX SERVICE
COPIE CERTIFIEE CONFORME
CERTIFIED TRUE COPY

YAOUNDE, 20 AOUT 2021

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE
LE PRÉSIDENT
THE PRESIDENT
PEACE-WORK-FATHERLAND
REPUBLIC OF CAMEROON

PAUL BIYA
PRESIDENT OF THE REPUBLIC

Scanné avec CamScanner